



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 29 JUIN 1907.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1725

Proclamations

Canada, Province de Québec. } L. A. JETTÉ

[L. S.]  
EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER, *Assistant-Procureur-Général intérimaire.* } ATTENDU que M. G. L. Dumouchel, secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre dremier du titre neuf des statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain d'Ottawa, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 29th JUNE, 1907

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1726

Proclamations

Canada, Province of Québec. } L. A. JETTE.

[L. S.]  
EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER, *Interim Assistant Attorney-General.* } WHEREAS G. L. Dumouchel, esquire, secretary to the duly appointed commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Quebec, in and for the Roman Catholic diocese of Ottawa, in Our province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said statutes, transmitted to the Lieutenant Governor of Our said province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the

du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Notre-Dame-de-la-Salette, dans le comté d'Ottawa, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir :

La paroisse de Notre-Dame-de-la-Salette, dans le comté d'Ottawa, occupe une étendue d'environ quatre-vingt-deux (82) milles carrés en superficie, et comprend :

1° Dans le canton Portland : les treize (13) premiers lots du premier rang est, tous les lots de chacun des deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième, neuvième et dixième rangs est, le lot depuis y compris le numéro un (1) jusqu'au numéro dix (10) inclusivement de chacun des troisième et quatrième rangs ouest, et les lots depuis y compris le numéro un (1) jusqu'au numéro six (6) inclusivement de chacun des cinquième, sixième, septième, huitième, neuvième et dixième rangs ouest.

2° Dans le canton Villeneuve : tous les lots du premier rang.

3° Dans le canton Derry : les lots depuis y compris le numéro un (1) jusqu'au numéro cinq (5) inclusivement de chacun des quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième et neuvième rangs.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Salette ci-dessus décrites ;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Notre-Dame-de-la-Salette décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGTIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et dans la septième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

2073

Canada,  
Province de  
Québec.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le ONZIÈME jour de JUILLET dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et à chacun de vous—SALUT.

canonical decree of the Ecclesiastical authorities, together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Notre Dame de la Salette, in the county of Ottawa, in the diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

The parish of Notre Dame de la Salette, in the county of Ottawa, occupies an extent of about eighty two (82) miles square in area, and comprises :

1. In the township Portland, the thirteen (13) first lots of the first range east, all the lots of each of the second, third, fourth, fifth, sixth, seventh, eighth, ninth and tenth ranges east ; the lots from and including number one (1) to number ten (10) inclusively of each of the third and fourth ranges west, and the lots from and including number one (1) to number six (6) inclusively of each of the fifth, sixth, seventh, eighth, ninth and tenth ranges west.

2. In the township Villeneuve, all the lots of the first range.

3. In the township Derry, the lots from and including number one (1) to number five (5) inclusively, of each of the fourth, fifth, sixth, seventh, eighth and ninth ranges.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of Notre Dame de la Salette aforesaid ;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Notre Dame de la Salette to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this TWENTIETH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, and in the seventh year of Our Reign.

By command,

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

2074

Canada,  
Province of  
Québec.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Québec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec on the ELEVENTH day of the month of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, you and each of you—GREETING.

## PROCLAMATION.

**A**TTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le ONZIEME jour du mois de JUILLET mil neuf cent sept, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec.

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGTIEME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-SIXIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et dans la septième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie.  
Québec

1235

## Avis du Gouvernement

Québec, 21 juin 1907.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité de Saint-Gérard Magella, comté d'Yamaska, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

2049

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingtième jour de juin 1907, incorporant MM. l'honorable Auguste Tessier, de la cité de Québec, avocat, Auguste Couillard, marchand, R. Alfred Drapeau, avocat, Louis Taché, avocat, Joseph Alfred Talbot, marchand, Herménégilde G. Lepage, marchand, de la ville de Rimouski, et Joseph Ferdinand Demers, médecin, de la ville de Lévis, pour les fins suivantes, savoir : de louer, acheter et acquérir, en vertu de quelque titre que ce soit, exploiter, posséder, disposer, transporter ; aliéner, à quelque titre que ce soit, des propriétés urbaines ou rurales construites ou non construites, des quais, des lots de grèves, des propriétés forestières ou lacustres, des limites à bois, des pouvoirs hydrauliques qui seront exploités dans la ville de Rimouski et dans la paroisse de Saint-Germain de

## PROCLAMATION

**W**HEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the ELEVENTH day of the month of JULY one thousand nine hundred and seven, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you that the TWENTIETH day of the month of AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province, this TWENTY SIXTH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, and in the seventh year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery.  
Québec.

1236

## Government Notices

Québec, 21st June, 1907.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant Governor in Council, by the municipality of the village of Saint Gerard Magella, county of Yamaska, to obtain the authorization to publish in the french language only, all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representation to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

2050

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1907, incorporating Messrs. the Honorable Auguste Tessier, of the city of Quebec, advocate, Auguste Couillard, merchant, R. Alfred Drapeau, advocate, Louis Taché, advocate, Joseph Alfred Talbot, merchant, Herménégilde G. Lepage, merchant, of the town of Rimouski, and Joseph Ferdinand Demers, physician, of the town of Lévis, for the following purposes, namely : to lease, buy and acquire, by any title whatever, city or rural lots, built upon or not, wharves, beach lots, forest or lake lots, timber limits, hydraulic water powers which will be used in the town of Rimouski and in the parish of Saint Germain de Rimouski ; reserves of a mining or forest concession and of any movable property or real or personal rights relating thereto and to construct houses or buildings of any kind,

Rimouski ; des réserves d'une concession minière ou forestière, et de tous biens meubles et droits réels ou personnels se rapportant à ceux, et de construire des maisons et édifices de toute sorte, sous le nom "The Rimouski Land Company", avec un fonds social de cent quarante-neuf mille piastres (\$149,000.00), divisé en quatorze mille neuf cents (14,900) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la ville de Rimouski.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-unième jour de juin 1907.

L. RODOLPHE ROY,

2051

Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingtième jour de juin 1907, incorporant MM. Ludger Hamelin, entrepreneur, J. A. Hilaire Hébert, notaire, Jos. Alcime Hurteau, marchand, Lambert Belair, gérant, Charles Louis Falioreti, marchand, Arthur Larente, gérant, Domina Gagné, entrepreneur, dans les buts suivants, à savoir :

1° Posséder, mettre en opération, exposer et montrer au public pour gain, des vues animées, chansons illustrées, boîtes de phonographes automatiques, pour photographies, et autres exhibitions artistiques de toute sorte, y compris les représentations théâtrales, dans des endroits situés pour telles fins.

2° Acheter, vendre, faire, manufacturer ou louer des vues animées, chansons illustrées, pianos, boîtes de phonographes automatiques, acquérir et posséder des intérêts ou actions dans toute compagnie ou entreprise de même nature.

3° Louer, acheter, vendre ou ériger des bâtisses, maisons et constructions de toute sorte.

4° Posséder pour leur propre besoin comme propriétaires des meubles et immeubles de toute sorte, sous le nom de "La Compagnie Générale d'Amusements", avec un fonds social de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents piastres (\$99,900.00), divisé en neuf cent neuf (909) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt et unième jour de juin 1907.

L. RODOLPHE ROY,

2053

Secrétaire de la province.

No 1322.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Delimitation de municipalités scolaires.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 25 juin courant, 1907, de détacher de la municipalité scolaire du Bois-de-L'Ail, dans le comté de Portneuf, l'emplacement appartenant à Siméon Richard, faisant partie d'un bien-tonds connu au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Basile, sous le numéro douze, et l'annexer à la municipalité scolaire du village de Saint-Basile, dans même comté.

No 1175.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Delimitation de municipalités scolaires.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 25 juin courant, 1907, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Félix-de-Valois, dans le comté de Joliette, les biens-tonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Félix-de-Valois, les numéros 635, 636, 637, 639 et 641, et les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Cléophas, dans le même comté.

by the name of "The Rimouski Land Company", with a capital stock of one hundred and forty nine thousand dollars (\$149,000 00), divided into fourteen thousand nine hundred (14,900) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, shall be in the town of Rimouski.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty first day of June, 1907.

L. RODOLPHE ROY,

2052

Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1907, incorporating Messrs. Ludger Hamelin, contractor, J. A. Hilaire Hébert, notary, Jos. Alcime Hurteau, merchant, Lambert Belair, manager, Charles Louis Falioreti, merchant, Arthur Larente, manager, Domina Gagné, contractor, for the following purposes, to wit :

1. To own, operate, exhibit and shew to the public for gain, moving pictures, illustrated songs, phonograph automatic boxes, for photographic views, and other artistic exhibitions of all sorts, including theatrical representations, in place set apart for such purpose.

2. To buy, sell, fabricate, manufacture or lease-moving picture, illustrated songs, pianos, phonographs automatic boxes, to acquire and own interests or shares in any company or undertaking of the same kind.

3. To lease, buy, sell or erect buildings, houses and construction of any kind.

4. To own for their own account as proprietors movable and immovable property of any kind, under the name "La Compagnie Générale d'Amusements", with a capital stock of ninety nine thousand and nine hundred dollars (\$99,900.00), divided into nine hundred and nine (909) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, shall be in the city of Montreal.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty first day of June, 1907.

L. RODOLPHE ROY,

2054

Provincial Secretary.

No. 1322.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Fixing boundaries of school municipalities.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 25th of June instant, 1907, to detach from the school municipality of Bois-de-L'Ail, in the county of Portneuf, the lot belonging to Siméon Richard, forming part of a lot known on the official cadastre of the parish of Saint-Basile, as number twelve, and to annex it to the school municipality of the village of Saint-Basile, in the same county.

No. 1175-07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Fixing boundaries of school municipalities.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 25th June instant, 1907, to detach from the school municipality of Saint-Felix of Valois, in the county of Joliette, the lots known on the official cadastre of the parish of Saint-Felix of Valois, as numbers 635, 636, 637, 639 and 641, and to annex them to the school municipality of Saint Cléophas, in the same county.

No 988.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 25 juin courant, 1907, de détacher de la municipalité scolaire du village de Chambly, dans le comté de Chambly, les biens-fonds, dont l'un contient deux arpents et six perches de largeur sur quarante-deux arpents de profondeur, et l'autre contient trois arpents et 32 pieds de largeur sur 31 arpents de profondeur, bornés en front au chemin de la Grande-Ligne, formant partie des immeubles connus au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph de Chambly, sous les numéros 300 et 301, et les annexer à la municipalité scolaire de Chambly, dans le même comté. 2081

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au ministère de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences des statuts 56 Victoria, chapitre 20, et 59 Vict., chapitre 21, le soussigné autorise la formation de ce cercle, qui est par les présentes constitués en corporation.

Dans le comté de Dorchester, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

" Cercle agricole de la paroisse de Saint-Benjamin ".

JULES ALLARD,

Ministre de l'Agriculture.

Québec, 26 juin 1907.

2075

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

La formation d'une association sous le nom de " Vitanto Sick Benefit Society ", dans le but, au moyen de contributions de ses membres, de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, d'accidents ou de revers de fortune, et en cas de décès de leurs membres, leurs veuves et orphelins ou représentants légaux, a été autorisée par ordre en conseil en date du 25e jour de juin 1907.

Le principal bureau sera à Montréal, dans la province de Québec

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

Québec, 26 juin 1907.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

La formation d'une association sous le nom de " Tow Ukrainciw ", dans le but, au moyen de contributions de ses membres, de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, d'accidents ou de revers de fortune, et en cas de décès de leurs membres, leurs veuves et orphelins ou représentants légaux, a été autorisée par ordre en conseil en date du 25e jour de juin 1907.

Le principal bureau sera à Montréal, dans la province de Québec.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

Québec, 26 juin 1907.

2077

Québec, 19 juin 1907.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par F. Albert Laballe, écuyer, notaire public, résidant et pratiquant dans la cité de Hull, comté et district d'Ottawa, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Henry Desjardins, en son vivant notaire public, de la cité de Hull, comté et district susdits, en vertu des dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

1907. 2

No. 988.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Fixing boundaries of school municipalities.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 25th of June instant, 1907, to detach from the school municipality of the village of Chambly, in the county of Chambly, the lots one of which has two arpents and six perches in width by forty two arpents in depth, and the other has three arpents and 32 feet in width by 31 arpents in depth, bounded in front by the Grand Line, forming part of the lots known on the official cadastre of the parish of Saint-Joseph of Chambly, as numbers 300 and 301, and to annex them to the school municipality of Chambly, in the same county. 2082

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of the statute 56 Victoria, chapter 20, and 59 Victoria, chapter 21, the undersigned authorizes the formation of this club, which is hereby constituted in corporation.

In the county of Dorchester, the following club is authorized under the following name, to wit :

" Farmers' club of the parish of Saint Benjamin. "

JULES ALLARD,

Minister of Agriculture.

Quebec, 26th June, 1907.

2076

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

The formation of an association under the name of " Vitanto Sick Benefit Society ", with a view, by means of contributions from its members, of making provisions for those of its members who are afflicted by sickness, accidents or reverses of fortune, and in case of the death of members, of their widows and orphans or lawful representatives, has been authorized by order in council dated the 25th of June, 1907.

The head office is at Montreal, in the province of Quebec.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

Quebec, 26th June, 1907.

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

The formation of an association under the name of " Tow Ukrainciw, " with a view, by means of contribution from its members, of making provision for those of its members who are afflicted by sickness, accidents or reverses of fortune, and in case of the death of members, of their widows and orphans or lawful representatives, has been authorized by order in council dated the 25th of June, 1907.

The head office is at Montreal, in the province of Quebec.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary

Quebec, 26th June, 1907.

2078

Québec, 19th June, 1907.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by F. Albert Laballe, esquire, notary public, practising and residing in the city of Hull, county and district of Ottawa, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Henry Desjardins, in his lifetime notary public, of the city of Hull, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

1908

Québec, 29 mai 1907.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Lauréat Pelletier, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la paroisse de Saint-Jérôme, comté du Lac Saint Jean, district de Chicoutimi, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Sévérin Dumais, en son vivant, notaire public, pratiquant en la paroisse de Notre-Dame de Hébertville, comté et district susdits, en vertu des dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

1767.5

## AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira au bureau des Terres de la Couronne, à Hull, P. Q., le 9 juillet 1907 et jours suivants, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,  
Sous ministre.

Département des Terres et Forêts. 1839.4

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF

*Relatifs aux avis de Bill Privés*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou ghalsoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpenage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de

Québec, 29th May, 1907.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Lauréat Pelletier, esquire, notary public, practising and residing in the parish of Saint Jérôme, county of Lake Saint John, district of Chicoutimi, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Sévérin Dumais, in his lifetime, notary public, practising in the parish of Notre Dame de Hébertville, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

1768

## NOTICE

Is hereby given that, in compliance with the act 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Quebec shall meet at the Crown Lands Office, at Hull, P. Q., on the 9th of July, 1907 and following days, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHÉ,  
Deputy Minister.

Department of Lands and Forests. 1840

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 52, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave or bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches,

l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

1727

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés*

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit

the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

1728

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills*

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the pervue of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights

pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédé d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus de clauses spécial et de rigueur, que des dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, nivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur

or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or

civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen d'un tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

" 5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

" 2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

" 3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

" 3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

1729

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de l'Assemblée Législative.

### ERRATUM.

A la page 953 de la *Gazette Officielle*, No 25, du 22 juin 1907, lisez: "La Compagnie d'Imprimerie du Courrier de Sorel", au lieu de: "La Compagnie d'Imprimeur du Courrier de Sorel". 2061

dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

" 5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

" 2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt in the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

" 3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

" 3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

1730

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly.

### ERRATUM.

Page 953 of the *Official Gazette*, No. 25, of the 22nd June, 1907, read: "La Compagnie d'Imprimerie du Courrier de Sorel", instead of "La Compagnie d'Imprimeur du Courrier de Sorel". 2062

**Avis Divers**

Une assemblée générale des actionnaires de la Compagnie Electrique de Hull sera tenue au bureau principal de la compagnie, dans la ville d'Aylmer, Qué., mercredi, le 3e jour de juillet 1907, à 3 p. m., pour l'élection des directeurs pour l'année courante et pour la transaction d'autres affaires qui pourront être soumises à l'assemblée.

W. R. TAYLOR,  
Secrétaire.  
2055

Aylmer, Qué., 22 juin 1907.

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Nazaire d'Acton, comté de Bagot, s'étant conformée aux dispositions de la loi, est constituée en corps politique et incorporé en vertu de la section 18, chapitre 3, titre 11, des statuts refondus de la province de Québec.

L. DE G. DAGNEAULT,  
Secrétaire.  
2059

17 juin 1907.

**AVIS.**

DANS LA COUR DE L'ECHIQUIER DU CANADA.

Des séances spéciales de la cour d'Echiquier du Canada pour l'instruction de causes, etc., aura lieu aux temps et endroits suivants, savoir :

Au palais de justice, dans la cité de Montréal, P. Q., commençant lundi, le 11e jour de novembre A. D. 1907, à 11 heures a. m.

Au palais de justice, dans la cité de Québec, P. Q., commençant lundi, le 18e jour de novembre A. D. 1907, à 11 heures a. m.

Par ordre,

L. A. AUDETTE,  
Régistrare.

1923.3

Avis est par le présent donné qu'en vertu de la loi intitulée : "Loi pour venir en aide à certains corps religieux", (Q. 1905, chap. 21), une requête sera présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la "Calvary Congregational Church, Montreal," demandant incorporation en vertu de la dite loi, et que la dite requête sera ainsi présentée le vingt-cinquième jour de juin prochain 1907.

CUSHING & BARRON,

Notaires publics pour les requérants.

Montréal, 20 mai 1907. 1739.5

**Miscellaneous Notices**

A general meeting of the shareholders of the Hull Electric Coy will be held at the head office of the company, in the town of Aylmer, Que., on Wednesday, the 3rd day of July, 1907, at three o'clock p. m., for the purpose of electing directors for the ensuing year and for the transaction of such other business as may be brought before the meeting.

W. R. TAYLOR,  
Secretary.  
2056

Aylmer, Que., 22 juin 1907.

Notice is hereby given that the Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint-Nazaire d'Acton, county of Bagot, having complied with the provisions of the law, is constituted a body politic and incorporated, under section 18, chapter 3, title 11, of the revised statutes of the province of Quebec.

L. DE G. DAGNEAULT,  
Secretary.  
2060

17th June, 1907.

**NOTICE.**

IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA.

Special sittings of The Exchequer Court of Canada, for the trial of cases, &c., will be holden at the following times and places, viz :

At the court house, in the city of Montreal, P. Q., commencing on Monday, the 11th day of November A. D., 1907, at 11 a. m.

At the court house, in the city of Quebec, P. Q., commencing on Monday, the 18th day of November A. D. 1907, at 11 a. m.

By order,

L. A. AUDETTE,  
Registrar.

1924

Notice is hereby given that, in accordance with the act entitled : "An act for the relief of certain religious bodies", (Q. 1905, chap. 21), a petition will be presented to the Lieutenant Governor in council, by "Calvary Congregational Church, Montreal," praying for incorporation under the said act, and that the said petition will be so presented on the twenty fifth day of June next, 1907.

CUSHING & BARRON,

Notaries public for petitioners.

Montreal, 20th May, 1907.

1740

**Tableau d'aspirant à l'étude de la profession d'avocat.**

List of candidates for the study of the legal profession.

Nom et prénoms.	Age.	Résidence.	Collège où il a étudié et emploi qu'il exerce.
Name and surnames.			College where he studied and employment in which he is engaged.
John Joseph Freeland.	20 ans—years..	Cité d'Ottawa — City of Ottawa.....	Université d'Ottawa ; il travaille actuellement au département des postes, à Ottawa.—Ottawa university ; he works actually in the post office department, at Ottawa.

L. A. LEDUC,

Secrétaire du barreau du district d'Ottawa.—Secretary of the bar of the district of Ottawa.  
Hull, 22 juin—22nd June, 1907. 2071 72

## BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC

## SECTION DE QUÉBEC.—SECTION OF QUEBEC.

Candidats à la pratique du Droit.—Candidates to practise of Law.

Examen de juillet 1907.—Examination of July, 1907.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.
Artois ....	Joseph Valmore.	Plus de 21 ans.—More than 21 years.	Québec.
Barbeau ..	C. Marius .....	" " "	Sainte-Marie de Beauce.
Blais .....	Agénor .....	" " "	Québec.
Fortin ....	Joseph Edouard.	" " "	Baie Saint-Paul.
Gendron ..	Charles .....	" " "	Saint-François de Montmagny.
Laliberte ..	Edgar .....	" " "	Saint-Jean Deschailions.
Lefebvre ..	Arthur .....	" " "	Saint-Guillaume.
Lavergne ..	Réal .....	" " "	Montmagny.
Métayer ...	J. Alphonse .....	" " "	Québec.
Parent ....	Louis Emile .....	" " "	Québec.
Tessier ....	Emile .....	" " "	Rimouski.

CHARLES SMITH,

Secrétaire Barreau de Québec.—Secretary Quebec Bar.

Québec, 20 juin—20th June, 1907.

## BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

## SECTION DE QUÉBEC.—SECTION OF QUEBEC.

Candidats à l'étude du Droit.—Candidates for the study of Law.

Examen de juillet 1907.—Examination of July, 1907.

Liste supplémentaire.—Supplementary list.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	Collèges.
Darveau .....	Elzéar Alexandre. ....	20 ans—years....	Lévis .....	Lévis et—and Saint-Dunstan.
Maguire .....	Gordian Francis. ....	21 ans—years....	New Carlisle....	Loyola College.

CHARLES SMITH,

Secrétaire Barreau de Québec.—Secretary Quebec Bar.

Québec, 12 juin.—12th June, 1907.

2011-12, 2

## BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

## Section d'Arthabaska.—Section of Arthabaska.

Candidats à la pratique.—Candidates to practice.

Examen de juillet 1907.—Examination of July, 1907.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.
Girouard .....	Arthur .....	Plus de 21 ans—Over 21 years.....	Arthabaska.
Poisson .....	Jules .....	" " .....	"

LOUIS RENAUD LAVERGNE,

Secrétaire du barreau d'Arthabaska.—Secretary bar of Arthabaska.

Arthabaska, 17 juin—17th June, 1907.

1971-72

Tableau d'aspirant à l'étude de la profession d'avocat.  
List of candidates for the study of the legal profession.

Nom et prénoms de l'aspirant. — Name and surnames of candidate.	Age.	Résidence.	Collèges où il a étudié. — Colleges where he studied.	Et l'emploi qu'il a exercé. — And employment in which he was engaged.
Russell, Sutherland Smart.....	22 ans.	Ottawa....	The Jarvis St. Collegiate Inst. Toronto; The Ontario school of practical science; Toronto University; Queen's college and University, Kingston, Ont.	Gérant du bureau, à Ottawa, de Fetherstonhaugh & Cie, agents pour patentes, depuis trois ans. —Manager of the office, at Ottawa, of Fetherstonhaugh & Co., patent agents for three years.

L. A. LEDUC,

Secrétaire du barreau du district d'Ottawa.—Secretary of the bar of the district of Ottawa.  
Hull, 31 mai—31st May, 1907. 2007-08.2

## BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats à la pratique du droit.—Candidates to the practice of the law.

Examens du 2 juillet 1907.—Examinations of 2nd July, 1907.

No.	Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Residence.
1	Angers.....	Eugène R.....	23	Montreal.
2	Barry.....	Léopold.....	21	"
3	Beauchemin.....	Alfred.....	30	"
4	Boivin.....	H.....	24	"
5	Bovey.....	Wilfrid.....	25	"
6	Brosseau.....	Jean Jacques.....	25	"
7	Coderre.....	Oscar.....	27	"
8	Creelman.....	J. J.....	25	"
9	DeLorimier.....	J. G. G.....	26	"
10	Dillon.....	J. H.....	30	"
11	Durocher.....	Philippe.....	23	"
12	Godin.....	L. A. E.....	26	"
13	Gravel.....	J. A.....	27	"
14	Guimont.....	Ernest.....	23	"
15	Guyon.....	Honoré.....	24	"
16	Lamothe.....	O. A.....	24	"
17	Lancôt.....	Gustave.....	23	"
18	Martineau.....	Alphonse.....	23	"
19	Monty.....	Chs. E.....	24	"
20	Normandeau.....	J. E. B.....	23	"
21	Parkins.....	E. R.....	27	"
22	Pigeon.....	J. A. A.....	32	St-George d'Henriville.
23	Prud'homme.....	J. Alex.....	20 ans et 8 mois.	Montreal.
24	Roy.....	Euclide.....	26	"
25	Roy.....	Romuald.....	26	"
26	Saint-Pierre.....	Guill. B.....	22	"
27	Stackhouse.....	R. T.....	23	Lachute.
28	Thomson.....	A. B.....	30	Montreal.
29	Walker.....	J. H. E.....	24	Westmount.
30	Walton.....	F. P.....	Plus de 21 ans.	Montreal.

J. A. N. PRUNEAU,

Secrétaire du barreau de Montréal.—Secretary, bar of Montreal.  
Montréal, 18 juin 1907.—18th June, 1907. 2021-2

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*  
No 2908.

Dame Zéphérina Dézielle dit Labrèche, épouse commune en biens de Nazaire Reigner, hôtelier, des cité et district de Montréal, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

GEOFFRION & BEAUCHAMP,  
Procureurs de la demanderesse  
Montréal, 10 juin 1907. 1935.3

Province de Québec, }  
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
No 115.

Dame Philomène Delorme, de la ville de Victoria-ville, épouse commune en biens de Honoré Lambert, autrefois de la paroisse de Saint-Médard de Warwick, et actuellement dans les états-unis d'Amérique; la dite Dame Philomène Delorme dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse;

vs

Le dit Honoré Lambert, Défendeur.  
Une action en séparation de corps et de biens a, ce jour, été instituée contre le défendeur.

PERRAULT & PERRAULT,  
Procureurs de la demanderesse.  
Arthabaska, 27 mai 1907. 1927.3

Province de Québec, }  
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
No 120.

Dame Agnès Larivé, de Saint-Cyrille de Wendover, épouse de Edouard Lessard, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse;

vs

Edouard Lessard, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 3e jour de juin 1907.

J. V. MARCEAU,  
Procureur de la demanderesse.  
Arthabaska, 3 juin 1907. 1829.4

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No 2060.

Dame Sarah Lentz, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de William Adler, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse;

vs

Le dit William Adler, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, dans cette cause.

L. S. MARGOLESE,  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 22 mai 1907. 1787.5

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 949.

Avis est par le présent donné que Dame Agnès Turgeon, épouse commune en biens de Joseph Jean Petit Clair, plâtrier, tous deux des cité et district de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux.

G. A. MARSAN,  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 4 juin 1907. 1831.4

Province de Québec, }  
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*  
No 3498.

Dame Augustine Ouellet, de la paroisse de Saint-Ulric de la rivière Blanche, épouse de Charles Roy, du même lieu, district de Rimouski, journalier, a institué en cette cause une action en séparation de biens contre le dit Charles Roy, le 21 mai 1907.

TESSIER, FISET & TESSIER,  
Procureurs de la demanderesse.  
Rimouski, 4 juin 1907. 1905.4

*Superior Court.—District of Montreal.*  
No. 2908.

Dame Zéphérina Dézielle dit Labrèche, wife common as to property of Nazaire Reigner, of the city and district of Montreal, hotelkeeper, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

GEOFFRION & BEAUCHAMP,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 10th June, 1907. 1936

Province of Quebec, }  
District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
No. 115.

Dame Philomène Delorme, of the town of Victoria-ville, wife common as to property of Honoré Lambert, heretofore of the parish of Saint Médard de Warwick, and actually in the united states of America; the said Philomène Delorme duly authorized to ester en justice,

Plaintiff;

vs

The said Honoré Lambert, Defendant.  
An action for separation of bed and property has been, this day, instituted against the defendant.

PERRAULT & PERRAULT,  
Attorneys for plaintiff.  
Arthabaska, 27th May, 1907; 1928

Province of Quebec, }  
District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
No. 120.

Dame Agnès Larivé, of Saint Cyrille of Wendover, wife of Edouard Lessard, farmer, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings,

Plaintiff;

vs

Edouard Lessard, Defendant.  
A suit for separation of property has been taken in this cause, on the 3rd day of June, 1907.

J. V. MARCEAU,  
Attorney for plaintiff.  
Arthabaska, 3rd June, 1907. 1830

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2060.

Dame Sarah Lentz, of the city and district of Montreal, wife common as to property of William Adler, of the same place, duly authorized ester en justice,

Plaintiff;

vs

The said William Adler, Defendant.  
An action for separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

L. S. MARGOLESE,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 22nd May, 1907. 1788

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*  
No. 949.

Notice is hereby given that Dame Agnès Turgeon, wife common as to property of Joseph Jean Petit Clair, plasterer, both of the city and district of Montreal, has, this day, sued her husband for separation as to property.

G. A. MARSAN,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 4th June, 1907. 1832

Province of Quebec, }  
District of Rimouski. } *Superior Court.*  
No. 3498.

Dame Augustine Ouellet, of the parish of Saint Ulric de la rivière Blanche, district of Rimouski, wife of Charles Roy, of the same place, laborer, has instituted in this case an action for separation as to property against the said Charles Roy, the 21st May, 1907.

TESSIER, FISET & TESSIER,  
Attorneys for plaintiff.  
Rimouski, 4th June, 1907. 1906

Canada,  
Province de Québec,  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
No 19.

Dame Malvina Aubertin, de la ville de Magog, dans le district de Saint-François, épouse de Ludger Lacroix, hôtelier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,  
Demanderesse ;

vs

Ludger Lacroix, hôtelier, de la ville de Magog, dans le district de Saint-François,  
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le quatre juin 1907.

ALF. TOURIGNY,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 4 juin 1907. 1861.4

Province de Québec,  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 2847

Dame Sophie Bercovitch, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens du dit Marco Labis, et dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs

Marco Labis, de la cité et du district de Montréal, peintre,  
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

HENRY WEINFELD,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 30 mai 1907. 1807.5

Province de Québec,  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 3435.

Dame Evelina Rivard, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Emmanuel Guérin, boucher, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs

Le dit Emmanuel Guérin,  
Défendeur.

Avis est par les présentes donné qu'une action en séparation de corps et de biens a été instituée contre le défendeur, le 22 mars dernier.

D. A. LAFORTUNE,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 18 juin 1907. 2043.2

Avis de Faillites

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }  
*In re* A. H. Brown Co., Limitée, Montréal,  
En liquidation.

Un premier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 15 juillet 1907.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Liquidateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
97, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 29 juin 1907. 2063

Province de Québec,  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de James S. Dunn & Co., Limited, Montréal,  
En liquidation.  
Avis est par le présent donné qu'un premier et

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
No. 19.

Dame Malvina Aubertin, of the town of Magog, in the district of Saint Francis, wife of Ludger Lacroix, of the same place, hotelkeeper, duly authorized to ester en justice aux fins des présentes,  
Plaintiff ;

vs

Ludger Lacroix, of the town of Magog, district of Saint Francis, hotelkeeper,  
Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the fourth day of June, 1907.

ALF. TOURIGNY,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke 4th June, 1907. 1862

Province of Quebec, } *Superior Court*  
District of Montreal. }  
No. 2847.

Dame Sophie Bercovitch, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Marco Labis, and duly authorized to ester en justice,  
Plaintiff ;

vs

Marco Labis, of the same place, painter,  
Defendant.

An action for separation as to property, has this days, been instituted by plaintiff against defendant.

HENRY WEINFELD,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 30th May, 1907. 1808

Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Montreal. }  
No. 3435.

Dame Evelina Rivard, of the city of Montreal, in the district of Montreal, wife common as to property of Emmanuel Guérin, butcher, of the same place, and duly authorized to appear in judicial proceedings,  
Plaintiff ;

vs

The said Emmanuel Guérin,  
Defendant.

Notice is hereby given that a suit for separation from bed and board, and as to property, has been brought against the defendant, on the 22nd of March last.

D. A. LAFORTUNE,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 18th June, 1907. 2044

Bankrupt Notices

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Montreal. }  
*In re* A. H. Brown Co., Limited, Montreal,  
In liquidation.

A first dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 15th July, 1907.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Joint liquidators.

Office of Kent & Turcotte,  
97, Saint James street.  
Montreal, 29th June, 1907. 2064

Province of Quebec, } *Superior Court*  
District of Montreal. }

In the matter of James S. Dunn & Co., Limited, Montréal,  
In liquidation.  
Notice is hereby given that a first and final divid-

dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'à lundi, le 15e jour de juillet 1907, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, bâtisse Fraser, 43, rue Saint-Sacrement.

JOHN McD. HAINS,  
Liquidateur.  
2079

Montréal, 26 juin 1907.

### Licitation

Province de Québec,  
District de Terrebonne. } Cour Supérieure.  
No 238.

#### LICITATION.

Avis public est par le présent donné qua, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Sainte-Scholastique, dans le district de Terrebonne, le vingtième jour de juin courant 1907, dans une cause dans laquelle Joseph Dominique Leduc, avocat, du village de Sainte-Scholastique, dit district, est Demandeur; et Joseph Laporte, tanneur, Julienne Laporte, tous deux du village de Sainte-Scholastique, dit district, cette dernière, épouse d'Alphonse Calvé, journalier, du même lieu, et le dit Alphonse Calvé pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Adèle Laporte, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, épouse de Charles Rodrigue, bourgeois, du même lieu, et le dit Charles Rodrigue pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, David Aubry, débardeur, de la cité et district de Montréal, en sa qualité de tuteur dûment nommé aux fins des présentes à ses deux enfants mineurs, David et Jacqueline Aubry, issus de son mariage avec Alphonsine Laporte, maintenant décédée, et Jules Laporte, tanneur, de la cité et district de Montréal, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Sainte-Scholastique, sous le numéro trente (30) — avec les bâtisses y érigées.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le SAMEDI, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice du village de Sainte-Scholastique; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

J. D. LEDUC,  
Procureur du demandeur.

Sainte-Scholastique, 22 juin 1907. 2057  
[Première publication, 29 juin 1907.]

### Ventes par le Sherif—Chicoutimi

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

end sheet has been prepared in this matter, open to objection until Monday, the 15th July, 1907, after which date dividends will be payable at my office, Fraser Building, 43, Saint Sacrament street.

JOHN McD. HAINS,  
Liquidator.  
2080

Montreal, 26th June, 1907.

### Licitation

Province of Quebec,  
District of Terrebonne. } Superior Court.  
No 238.

#### LICITATION.

Public notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Sainte Scholastique, in the district of Terrebonne, on the twentieth day of June, 1907, in a cause in which Joseph Dominique Leduc, advocate, of the village of Sainte Scholastique, said district, is Plaintiff; and Joseph Laporte, tanner, Julienne Laporte, both of the village of Sainte Scholastique, said district, the latter being the wife of Alphonse Calvé, laborer, of the same place, and the said Alphonse Calvé to authorize his said wife, for the purposes hereof, Adèle Laporte, of the city of Ottawa, province of Ontario, wife of Charles Rodrigue, gentleman, of the same place, and the said Charles Rodrigue to authorize his said wife for the purposes hereof, David Aubry, ship laborer, of the city and district of Montreal, in his quality of tutor duly appointed for the purposes hereof to his two minor children, David and Jacqueline Aubry, issue of his marriage with Alphonsine Laporte, now deceased, and Jules Laporte, tanner, of the city and district of Montreal, are Defendants, ordering the licitation of a certain immovable described as follows, to wit :

A lot known and described on the official plan and book of the village of Sainte Scholastique, as number thirty six (36)—with the buildings thereon erected.

The immovable above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on SATURDAY, the SEVENTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the court house in the village of Sainte Scholastique; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

J. D. LEDUC,  
Attorney for plaintiff.  
Saint Scholastique, 22nd June, 1907. 2058  
[First published, 29th June, 1907.]

### Sherif's Sales—Chicoutimi

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Québec.*

Chicoutimi, à savoir : } **G** **GEORGES ALFRED**  
No 1222. } **V** **VANDRY**, gérant,  
de Québec, et **VICTOR DE LOTBINIERE LAU-**  
**RIN**, médecin, de l'Ancienne Lorette, en leur qua-  
lité d'exécuteurs testamentaires de feu J. Arthur  
Paquet, et faisant comme tels affaires à Québec, sous  
la raison sociale de J. Arthur Paquet, Deman-  
deurs ; contre **AIME SAVARD**, de Chicoutimi,  
Défendeur.

1° Un emplacement situé dans le quartier centre de la ville de Chicoutimi, étant le lot numéro un A, de la dernière redivision du numéro 408, du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi.

2° Un emplacement situé dans le quartier centre de la ville de Chicoutimi, étant le lot numéro sept (7), de la dernière redivision du numéro 495, du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi.

3° Un emplacement situé dans le quartier centre de la ville de Chicoutimi, étant les lots numéros un et deux (1 et 2), de la dernière redivision du lot numéro 350, du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi.

4° Un emplacement situé dans le quartier centre de la ville de Chicoutimi, étant le lot numéro quatre (4), de la dernière redivision du lot n méro 350, du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi.

5° Un emplacement situé dans le quartier centre de la ville de Chicoutimi, étant les lots numéros trois, sept et neuf (3, 7 et 9), de la dernière redivision du lot numéro 408, du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi.

6° Un emplacement situé dans le quartier centre de la ville de Chicoutimi, étant le numéro trois (3), de la dernière redivision du lot numéro 424, du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi.

7° Un emplacement situé dans le quartier centre de la ville de Chicoutimi, étant le lot numéro trois (3), de la dernière redivision du lot numéro 429, du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi.

8° Un emplacement situé dans le quartier centre de la ville de Chicoutimi, étant les lots numéros deux, trois et sept (2, 3 et 7), de la dernière redivision du lot numéro 439, du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi.

9° Un emplacement situé dans le quartier centre de la ville de Chicoutimi, étant les numéros quatre, six et sept (4, 6 et 7), de la dernière redivision du lot numéro 448, du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi.

10° Un emplacement situé dans le quartier centre de la ville de Chicoutimi, étant le numéro quatre (4), de la dernière redivision du lot numéro 453, du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi.

11° Un emplacement situé dans le quartier centre de la ville de Chicoutimi, étant le numéro quatre (4), de la dernière redivision du lot numéro 459, du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi.

12° Un emplacement situé dans le quartier centre de la ville de Chicoutimi, étant le numéro six (6), de la dernière redivision du lot numéro 492, du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi.

13° Un emplacement situé dans le quartier centre de la ville de Chicoutimi, étant le numéro six (6), de la dernière redivision du lot numéro 493, du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi.

14° Un emplacement situé dans le quartier centre de la ville de Chicoutimi, étant les numéros six et sept (6 et 7), de la dernière redivision du lot numéro 494, du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi.

15° Un emplacement situé dans le quartier centre de la ville de Chicoutimi, étant les numéros huit et neuf (8 et 9), de la dernière redivision du lot numéro 495, du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi.

16° Un emplacement situé dans le quartier centre de la ville de Chicoutimi, étant le lot numéro un (1), de la dernière redivision du lot numéro 499, du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi.

17° Un emplacement situé dans le quartier centre de la ville de Chicoutimi, étant le tiers indivis du

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Québec.*

Chicoutimi, to wit : } **G** **GEORGES ALFRED**  
No. 1222. } **V** **VANDRY**, manager, of  
Québec, and **VICTOR DE LOTBINIERE LAU-**  
**RIN**, physician, of l'Ancienne Lorette, in their  
quality of testamentary executors of the late J.  
Arthur Paquet, and as such doing business in  
Québec, under the name and style of J. Arthur  
Paquet, Plaintiffs ; against **AIME SAVARD**, of  
Chicoutimi, Defendant.

1. A lot situated in center ward of the town of Chicoutimi, being lot number one A, of the last redivision of number 408, of the official cadastre of the town of Chicoutimi.

2. A lot situated in center ward of the town of Chicoutimi, being lot number seven (7), of the last redivision of lot number 495, of the official cadastre of the town of Chicoutimi.

3. A lot situated in center ward of the town of Chicoutimi, being lots numbers one and two (1 and 2), of the last redivision of lot number 350, of the official cadastre of the town of Chicoutimi.

4. A lot situated in center ward of the town of Chicoutimi, being lot number four (4), of the last redivision of lot number 350, of the official cadastre of the town of Chicoutimi.

5. A lot situated in center ward of the town of Chicoutimi, being lots numbers three, seven and nine (3, 7 and 9), of the last redivision of lot number 408, of the official cadastre of the town of Chicoutimi.

6. A lot situated in center ward of the town of Chicoutimi, being lot number three (3), of the last redivision of lot number 424, of the official cadastre of the town of Chicoutimi.

7. A lot situated in center ward of the town of Chicoutimi, being lot number three (3), of the last redivision of lot number 429, of the official cadastre of the town of Chicoutimi.

8. A lot situated in center ward of the town of Chicoutimi, being lots numbers two, three and seven (2, 3 and 7), of the last redivision of lot number 439, of the official cadastre of the town of Chicoutimi.

9. A lot situated in center ward of the town of Chicoutimi, being lots numbers four, six and seven (4, 6 and 7), of the last redivision of lot number 448, of the official cadastre of the town of Chicoutimi.

10. A lot situated in center ward of the town of Chicoutimi, being lot number four (4), of the last redivision of lot number 453, of the official cadastre of the town of Chicoutimi.

11. A lot situated in center ward of the town of Chicoutimi, being lot number four (4), of the last redivision of lot number 459, of the official cadastre of the town of Chicoutimi.

12. A lot situated in center ward of the town of Chicoutimi, being lot number six (6), of the last redivision of lot number 492, of the official cadastre of the town of Chicoutimi.

13. A lot situated in center ward of the town of Chicoutimi, being lot number six (6), of the last redivision of lot number 493, of the official cadastre of the town of Chicoutimi.

14. A lot situated in center ward of the town of Chicoutimi, being lots numbers six and seven (6 and 7), of the last redivision of lot number 494, of the official cadastre of the town of Chicoutimi.

15. A lot situated in center ward of the town of Chicoutimi, being lots numbers eight and nine (8 and 9), of the last redivision of lot number 495, of the official cadastre of the town of Chicoutimi.

16. A lot situated in center ward of the town of Chicoutimi, being lot number one (1), of the last redivision of lot number 499, of the official cadastre of the town of Chicoutimi.

17. A lot situated in center ward of the town of Chicoutimi, being lot number one (1), of the last

lot numéro un (1), de la dernière redivision du lot numéro 503, du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi.

18° Un emplacement situé dans le quartier centre de la ville de Chicoutimi, étant le tiers indivis du lot numéro deux (2), de la dernière redivision du lot numéro 419, du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi.

19° Un emplacement situé dans le quartier centre de la ville de Chicoutimi, étant le tiers indivis du lot numéro deux (2), de la dernière redivision du lot numéro 416, du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi—avec ensemble les circonstances et dépendances de chacun de ces emplacements.

Pour être vendus au bureau du sousigné, au palais de justice, à Chicoutimi, les dits premiers emplacements ci-devant mentionnés, à DIX heures de l'avant-midi, le TRENTEIEME jour de JUILLET prochain, et les derniers emplacements mentionnés ci-devant, à la MEME HEURE, le TRENTE ET UNIEME jour de JUILLET.

O. BOSSE,  
Shérif.  
2065

Bureau du Shérif,  
Chicoutimi, 24 juin 1907.  
[Première publication, 29 juin 1907.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure—District de Chicoutimi.*

Chicoutimi, à savoir : } **ROGER LAROCHE**, de  
No 1714. } R Chambord, marchand,  
Demandeur ; contre **ELIE TREMBLAY**, de Saint-François de Sales, cultivateur, Défendeur.

Tous les droits, titres, intérêts et réclamations que le défendeur a et peut avoir sur le lot numéro quarante-cinq (No 45), du sixième rang des plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton Métabetchouan Station—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, situés dans la paroisse de Saint-François de Sales.

Pour être vendus à porte de l'église de la dite paroisse de François de Sales, le NEUVIEME jour du mois de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,  
Shérif.  
1865.2

Bureau du Shérif,  
Chicoutimi, 4 juin 1907.  
[Première publication, 8 juin 1907.]

**Ventes par le Shérif—Iberville**

**VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District d'Iberville.*

Saint Jean, à savoir : } **DAME SOPHRONIE**  
No 109. } **RENADETTE**, du  
village de Napierville, dans le district d'Iberville, épouse de Valérie Leblanc, menuisier, du dit village, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; contre les terres et tenements du dit **VALERIE LEBLANC**, du même lieu, Défendeur.

1° La moitié indivise d'un emplacement sis et situé au village de Napierville, dans le district d'Iberville, faisant partie du numéro deux cent quatre-vingt, des plan et livre de renvoi officiels du dit village de Napierville, contenant soixante-cinq pieds de front sur un arpent de profondeur, plus ou moins ; borné en front par la rue Henri, en profondeur par l'arrière des emplacements de la rue Saint-Augustin, à l'est par les héritiers Olive Brun, et à l'ouest par le résidu du dit numéro deux cent quatre-vingt—avec maison et autres bâtisses dessus construites. A la charge d'un bail de maison et autres dépendances sur le dit numéro partie deux cent quatre-vingt, en faveur de Francis Amidano, expirant le 1er mai 1908.

redivision of lot number 503, of the official cadastre of the town of Chicoutimi.

18. A lot situated in centre ward of the town of Chicoutimi, being the undivided third of lot number two (2), of the last redivision of lot number 419, of the official cadastre of the town of Chicoutimi.

19. A lot situated in the centre ward of the town of Chicoutimi, being the undivided third of lot number two (2), of the last redivision of lot number 416, of official cadastre of the town of Chicoutimi— together with the circumstances and dependencies of each of these lots.

To be sold at the office of the undersigned, at the court house, at Chicoutimi, the ten first lots herein above mentioned, at TEN o'clock in the forenoon, the THIRTIETH day of JULY next, and the last nine lots herein above mentioned, at the SAME HOUR, the THIRTY FIRST day of JULY.

O. BOSSE,  
Sheriff.  
2066

Sheriff's Office,  
Chicoutimi, 24th June, 1907.  
[First published, 29th June, 1907.]

**FIERI FACIAS.**

*Superior Court—District of Chicoutimi.*

Chicoutimi, to wit : } **ROGER LAROCHE**, of  
No. 1714. } R Chambord, merchant,  
Plaintiff ; against **ELIE TREMBLAY**, of Saint-François de Sales, farmer, Defendant.

All the right, title, claim and interest that the said defendant has or may have on lot number forty five (No. 45), of the sixth range of the plan and book of reference of the official cadastre of the township Metabetchouan Station—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, situate in the parish of Saint François de Sales.

To be sold at the church door of the said parish of Saint François de Sales, on the NINTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSE,  
Sheriff.  
1866

Sheriff's Office,  
Chicoutimi, 4th June, 1907.  
[First published, 8th June, 1907.]

**Sheriff's Sales—Iberville**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Iberville.*

Saint-Johns, to wit : } **DAME SOPHRONIE**  
No. 109. } **RENADETTE**, of the  
village of Napierville, in the district of Iberville, wife of Valérie Leblanc, joiner, of the said village, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ; against the lands and tenements of the said **VALERIE LEBLANC**, of the same place, Defendant.

1. The undivided half of an emplacement lying and situate at the village of Napierville, in the district of Iberville, forming part of the number two hundred and eighty, of the official plan and book of reference of the said village of Napierville, containing sixty-five feet in front by one arpent in depth, more or less ; bounded in front by Henry street, in depth by the rear of the emplacements of Saint Augustin street, to the east by the heirs Olive Brun, and to the west by the remainder of the said number two hundred and eighty—with a house and other buildings thereon erected. To the charge of a house lease and other dependencies on the said number part two hundred and eighty, in favor of Francis Amidano, expiring on the 1st May, 1908.

2° Un morceau de terre situé sur la rue Henri, au village de Napierville susdit, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels susdits, sous le numéro deux cent soixante-dix-neuf (No 279)—sans bâtisses, contenant quarante-neuf centièmes et deux cinquièmes d'acre en superficie.

3° Un autre morceau de terre situé sur la rue Henri, dans le dit village de Napierville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village, sous le numéro deux cent soixante dix-huit (No 278)—sans bâtisses, contenant quarante-neuf centièmes et deux cinquième d'acre en superficie.

A la charge, les dits numéros 278 et 279, décrits ci-dessus, d'un bail de terre expirant le premier octobre prochain (1907), en faveur de T. T. Moisan, de Napierville.

Pour être vendus, les dits trois morceaux de terre, en bloc, suivant jugement de l'honorable E. Z. Paradis, juge de la cour supérieure du dit district, rendu le troisième jour de juin 1907.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Cyprien, dans le dit district d'Iberville, le NEUVIÈME jour du mois de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 5 juin 1907. 1875.2

[Première publication, 8 juin 1907.]

### Ventes par le Shérif—Montréal

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : DAME MAY MELINA VANIER, de la municipalité de deLorimier, district de Montréal, épouse séparée quant aux biens de France Dion, du même lieu et de ce dernier dûment autorisée, Demanderesse ; contre les terres et tenements de EDOUARD YON, du même lieu, interdit pour prodigalité, et JEREMIE GAUTHIER, de Montréal, en sa qualité de curateur au dit Edouard Yon, interdit, pour l'assister aux fins des présentes, Défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, Edouard Yon, et en la possession du dit défendeur, es-qualité, Jérémie Gauthier, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal—avec les bâtisses y érigées ; borné en front par la rue Saint-Philippe, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Laurent, sous le numéro quatre cent dix-huit (418).

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le ONZIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 5 juin 1907. 1869.2

[Première publication, 8 juin 1907.]

### Ventes par le Shérif—Ottawa

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

2. A piece of ground situate on Henry street, at the aforesaid village of Napierville, known and designated on the official plan and book of reference aforesaid, under the number two hundred and seventy-nine (No. 279)—without buildings, containing forty-nine hundredth and two fifth of an acre in superficies.

3. Another piece of ground situate on Henry street, in the said village of Napierville, known and designated on the official plan and book of reference of the said village, under the number two hundred and seventy-eight (No. 278)—without buildings, containing forty-nine hundredth and two fifth of an acre in superficies.

To the charge, the said numbers 278 and 279 above described, of a land lease expiring on the first of October next (1907), in favor of T. T. Moisan, of Napierville.

To be sold, the said three pieces of ground, as a whole, according to a judgment of the Honorable E. Z. Paradis, judge of the superior court of the said district, rendered on the third day of June, 1907.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Cyprien, in the district of Iberville, on the NINTH day of the month of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office, Shérif.  
Saint-Johns, 5th June, 1907. 1876

[First published, 8th June, 1907.]

### Sheriff's Sales—Montreal

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME MAY MELINA VANIER, of the municipality of deLorimier, district of Montreal, wife separated as to property of France Dion, of the same place, and by this latter duly authorized, Plaintiff; against the lands and tenements of EDOUARD YON, of the same place, interdicted for prodigality, and JEREMIE GAUTHIER, of Montreal, in his quality of curator to the said Edouard Yon, interdicted, to assist him for the purposes hereof, Defendants.

Seized as belonging to the said defendant, Edouard Yon, and in the possession of the said defendant es-qualité, Jérémie Gauthier; the following immovable, to wit :

A lot of land situate in the Saint Lawrence ward, of the city of Montreal—with the buildings thereon erected ; bounded in front by Saint Philip street, known and described on the official plan and book of reference of the said Saint Lawrence ward, as number four hundred and eighteen (418).

To be sold at my office, in the city of Montreal, the ELEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Shérif.  
Montreal, 5th June, 1907. 1870

[First published, 8th June, 1907.]

### Sheriff's Sales—Ottawa

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour de Circuit—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } **A** LPHOFSE LAURIN, De-  
No 4927. } mandeur ; contre BASILE  
CARUFEL, Défendeur, à savoir :

Le droit de reméré passé par le dit défendeur à Dame Herminie Letellier de St. Just, sur la propriété suivante :

La moitié est du lot No 477, du village de la Pointe à Gatineau, dans le district d'Ottawa, conformément aux plan et livre de renvoi officiels du dit village, contenant un demi arpent de front sur douze arpents de profondeur ; bornée au sud par la rivière Ottawa, à l'ouest par la propriété de Louis Veuve, au nord par la propriété des héritiers Riopelle, et à l'est par les lots 482 et 483—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le TRENTE-UNIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures et QUART de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Hull, 22 juin 1907. 2067  
[Première publication, 29 juin 1907.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } **J**AMES HENRY BELL,  
No 3747. } Demandeur ; vs JOHN  
ANDERSON ET AL., Défendeur.

Comme appartenant au dit John Anderson, à savoir :

Lots numéros trente-quatre et trente-cinq (34 et 35), dans le onzième rang du canton de Aylwin, dans le comté de Wright et district d'Ottawa, contenant en tout deux cents acres, plus ou moins,—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le TRENTE-UNIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Hull, 20 juin 1907. 2069  
[Première publication, 29 juin 1907.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—Papineauville.*

Ottawa, à savoir : } **T**HE MATTHEW MOODY &  
No 57. } SONS COMPANY (LIMITED),  
corps politique et incorporé suivant la loi, ayant sa principale place d'affaires dans la ville et district de Terrebonne, Demanderesse ; contre XAVIER LA ROCQUE, du canton de Mulgrave, district d'Ottawa, Défendeur, à savoir :

Lots numéros quarante et quarante et un (40 et 41), dans le deuxième rang du canton de Mulgrave, dans le district d'Ottawa—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans le village de Papineauville, le DIXIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT

Bureau du Shérif, Shérif.  
Hull, 3 juin 1907. 1833.2  
[Première publication, 8 juin 1907.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Circuit Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } **A** LPHONSE LAURIN,  
No. 4927. } Plaintiff ; against BA-  
SILE CARUFEL, Defendant, to wit :

The right of redemption passed by said defendant to Dame Herminie Letellier de St. Just, on the following property.

The east half of lot No. 477, of the village of Gatineau Point, in the district of Ottawa, according to the official plan and book of reference for the said village, containing one half arpent in front by twelve arpents in depth ; bounded to the south by the Ottawa River, to the west by the property of Louis Veuve, to the north by the property of the heirs Riopelle, and to the east by lots 482 and 483—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the THIRTY FIRST day of JULY next, at a QUARTER past TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Sheriff.  
Hull, 22nd June, 1907. 2068  
[First published, 29th June, 1907.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Circuit Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } **J**AMES HENRY BELL, Plain-  
No. 3747. } tiff ; against JOHN ANDER-  
SON ET AL., Defendants.

As belonging to said John Anderson, to wit :

Lots numbers thirty four and thirty five (34 and 35), in the eleventh range of the township of Aylwin, in the county of Wright, and district of Ottawa, containing altogether two hundred acres, more or less—with the buildings and improvements thereon and the members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the THIRTY FIRST day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Hull, 20th June, 1907. 2070  
[First published, 29th June, 1907.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Circuit Court.—Papineauville.*

Ottawa, to wit : } **T**HE MATTHEW MOODY &  
No. 57. } SONS COMPANY (LIMITED),  
a body politic and incorporated by law, and having its principal place of business in the town and district of Terrebonne, Plaintiff ; against XAVIER LAROCQUE, of the township of Mulgrave, district of Ottawa, Defendant, to wit :

Lots numbers forty and forty one (40 and 41), in the second range of the township of Mulgrave, in the district of Ottawa—with the buildings and appurtenances thereon erected.

To be sold at the registry office, in the village of Papineauville, on the TENTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Hull, 3rd June, 1907. 1834  
[First published, 8th June, 1907.]

Sheriff's Sales—Richelieu

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**

*Cour Supérieure.—District de Richelieu.*

Sorel, à savoir : } **JULES ALLARD**, ministre de  
No 4803. } de l'agriculture, ès-qualité  
d'exécuteur testamentaire de feu Dame Sara Car-  
tier, de la paroisse de Saint-François du Lac, dis-  
trict de Richelieu, Demandeur ; contre **ELIZÉE**  
**COURCHESNE**, régistrateur conjoint, ès-qualité  
de curateur d'émment nommé à la succession de feu  
J. N. Perrault, M. D., de la paroisse de Saint-  
François du Lac, district de Richelieu, Défendeur.

1° Un morceau de terre situé en la paroisse de  
Saint-François du Lac, dans l'île aux pins, en la  
rivière Saint-François, étant le lot numéro huit cent  
quarante-huit (No 848), du cadastre officiel de la  
dite paroisse de Saint-François du Lac, de deux  
arpents et trois quarts en superficie, le tout plus ou  
moins—avec une grange dessus érigée. A la charge  
par l'adjudicataire du dit morceau de terre de payer,  
le premier de mai chaque année, à Dame Elsie  
Boisvert, de la dite paroisse de Saint-François du  
Lac, la somme de treize dollars et cinquante cents,  
et cela la vie durant de la dite Dame Elsie Boisvert.

2° Un morceau de terre situé en la paroisse de  
Saint-François du Lac, concession de la Grande  
Terre, dans le village, étant partie du lot numéro  
trois cent quatorze (pt. No 314), du cadastre officiel  
de la dite paroisse de Saint-François du Lac, conte-  
nant à son front soixante et quatorze pieds de lar-  
geur, et à sa profondeur cinquante-trois pieds sur  
une profondeur de cent soixante et quinze pieds,  
le tout plus ou moins ; tenant devant au chemin de  
front de la dite concession, en profondeur à Joseph  
Alie, du côté sud-est à Elizée Courchesne, et du  
côté nord-est à la rue Adam—avec les bâtisses  
dessus érigées.

A la charge par l'adjudicataire du dit morceau de  
terre, de payer le premier de mai chaque année, à  
Ernest Gladu, écuyer, notaire, de la cité de Mont-  
réal, une rente foncière de huit dollars.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale  
de la paroisse de Saint-François du Lac, le **DIXIÈME**  
jour du mois de **JUILLET** prochain, à **DIX**  
heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif. Shérif.  
Sorel, 5 juin 1907. 1895.2  
[Première publication, 8 juin 1907.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Richelieu.*

Sorel, to wit : } **JULES ALLARD**, minister of  
No. 4803. } agriculture, in his quality of  
testamentary executor of the late Dame Sara Car-  
tier, of the parish of Saint François du Lac, district  
of Richelieu, Plaintiff ; against **ELISEE COU-**  
**CHESNE**, joint registrar, in his quality of curator  
to the vacant estate of the late J. N. Perrault, M.  
D., of the parish of Saint François du Lac, district  
of Richelieu, Defendant.

1. A piece of land situate in the parish of Saint  
François du Lac, in Ile aux Pins, in the river Saint  
Francis, being lot number eight hundred and forty  
eight (No. 848), of the official cadastre of the said  
parish of Saint François du Lac, of two arpents and  
three quarters in area, the whole more or less—  
with a barn thereon erected. Subject to the charge  
upon the purchaser of the said piece of land of  
paying, on the first of May, of every year, to Dame  
Elsie Boisvert, of the said parish of Saint François  
du Lac, the sum of thirteen dollars and fifty cents,  
and that during the lifetime of the said Dame Elsie  
Boisvert.

2. A piece of land situate in the parish of Saint  
François du Lac, concession of *La Grande Terre*, in  
the village, being part of lot number three hundred  
and fourteen (pt. No. 314,) of the official cadastre  
of the said parish of Saint François du Lac, con-  
taining in front seventy four feet in width by fifty  
three feet in width, by a depth of one hundred and  
seventy five feet, the whole more or less ; bounded  
in front by the front road of the said concession, in  
rear by Joseph Alie, on the south east side by Eli-  
zée Courchesne, and on the north east side by  
Adam street—with the buildings thereon erected.

Subject to the charge upon the purchaser of the  
said piece of land of paying to Ernest Gladu, esquire,  
notary, of the city of Montreal, a ground rent of  
eight dollars.

To be sold at the parochial church door of the  
parish of Saint François du Lac, on the **TENTH**  
day of the month of **JULY** next, at **TEN** o'clock in  
the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, 5th June, 1907. 1896  
[First published, 8th June, 1907.]

**Ventes par le Shérif—Rimouski**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les  
**TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés  
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux  
respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour de Circuit—Rimouski.*

No 6196. } **JOSEPH ABRAHAM THEBERGE**,  
Demandeur ; vs **ALCIDE GODET**,  
Défendeur, savoir :

Tous les droits de préemption, défrichements,  
améliorations, bâtisses et autres, possédés par le  
dit défendeur, sur le lot 26, du cadastre officiel du  
2e rang du canton Humqui, paroisse de Saint-  
Edmond, Lac au Saumon—circonstances et dépen-  
dances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la  
paroisse de Saint-Edmond (village de Saint-Edmond,  
Lac au Saumon), le **TRENTIÈME** jour de  
**JUILLET** 1907, à **DIX** heures de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,

Bureau du shérif, Shérif.  
Rimouski, 26 juin 1907. 2097  
[Première publication, 29 juin 1907.]

**Sheriff's Sales—Rimouski**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the  
undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS**  
have been seized, and will be sold at the respective  
times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Circuit Court.—Rimouski.*

No. 6196. } **JOSEPH ABRAHAM THEBERGE**,  
Plaintiff ; vs **ALCIDE GODET**,  
Defendant, to wit :

All the rights of preemption, clearances, improve-  
ments, buildings and others, held by the said de-  
fendant on lot 26, of the official cadastre of the 2nd  
range of the township Humqui, parish of Saint  
Edmond, Lac au Saumon—circumstances and de-  
pendencies.

To be sold at the church door of the parish of  
Saint Edmond, (village of Saint Edmond, Lac au  
Saumon), on the **THIRTIETH** of **JULY**, 1907, at  
**TEN** of the clock in the forenoon

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Rimouski, 26th June, 1907. 2098  
[First published, 29th June, 1907.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—Quebec.

No. 1258. } LOUIS JOSEPH BELLEAU,  
Plaintiff; against JOSEPH  
RIOU & FRERE, Defendants, to wit:

1. All the rights of preemption, clearances, improvements, buildings and others, held by the said defendants, on lot 53, 6th range, township Cabot, being No. 53, of the official cadastre, 6th range, township Cabot, parish of Saint-Moïse.

2. All the rights of preemption, clearances, improvements, buildings and others, held by the said defendants, a lot 54, 6th range, township Cabot, being No. 54, of the official cadastre, 6th range, township Cabot, parish of Saint-Moïse, and especially a saw mill built on the said lot—with and all its machines and machinery, comprising: engine, boiler, carriage, shingle mill, cedar, 6 saws, shaft and pulleys.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Moïse, on the THIRTY FIRST day of JULY, 1907, at TEN of the clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office,

Rimouski, 26th June, 1907.

[First published, 29th June, 1907.]

Sheriff.

2100

## FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—Quebec.

No 1258. } LOUIS JOSEPH BELLEAU,  
Demandeur; contre JOSEPH  
RIOU & FRERE, Défendeurs, savoir:

1° Tous les droits de préemption, défrichements, améliorations, bâtisses et autres, possédés par les dits défendeurs, sur le lot 53, 6e rang, canton Cabot, écant le No 53, du cadastre officiel, 6e rang, canton Cabot, paroisse de Saint-Moïse.

2° Tous les droits de préemption, défrichements, améliorations, bâtisses et autres, possédés par les dits défendeurs, sur le lot 54, 6e rang, canton Cabot, étant le No 54, du cadastre officiel, 6e rang, canton Cabot, paroisse de Saint-Moïse, et spécialement un moulin à scies érigé sur le dit lot—avec toutes ses machines et machineries, comprenant: engin, bouilloire, carriage, moulin à bardeau, botter à cèdre, 6 scies, shaft et poulies.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Moïse, le TRENTE-UNIEME jour de JUILLET 1907, à DIX heures de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif,

Rimouski, 26 juin 1907.

[Première publication, 29 juin 1907.]

Shérif.

2099

## Ventres par le Shérif—Terrebonne

**A** VIS PUBLICO est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } LOUIS PHILIAS  
Sainte-Scholastique, savoir: } SAVAGE, De-  
No 155. } mandeur; vs ALDE-  
RIC TRUDEAU, Défendeur; et Joseph Langlois,  
curateur au délaisement, savoir:

Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Columban, district de Terrebonne, comme faisant partie du numéro seize (No 16), contenant un arpent et demi de largeur sur environ trente arpents de longueur; tenant d'un bout au chemin du Roi, de l'autre bout au trait carré des terres de la Côte Saint-Paul, du côté est à Edward Hird sur le No 15, et du côté ouest à Gilbert Lauzon, représentant M. Grace, sur le No 17—sans bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église catholique du village de Saint-Columban, dit district, le DEUXIEME jour de JUILLET prochain (1907), à DIX heures de l'avant-midi.

LAPOINTE &amp; PREVOST,

Bureau du Shérif,

Sainte-Scholastique, 27 mai 1907.

[Première publication, 1er juin 1907.]

Shérif.

1765.2

## Nomination

No 1087. Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de deux commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 27 courant, 1907, de renommer M. l'abbé Beaudoin, membre de la commission scolaire catholique pour la cité de Québec, son terme d'office étant expiré, et de nommer M. le Dr Chs. Eugène Côté, membre de l'Assemblée législative, membre de la commission scolaire catholique pour la cité de Québec, en remplacement de M. J. A. Rochette. 2087

## Sheriff's Sales—Terrebonne

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } LOUIS PHILIAS  
Sainte-Scholastique, to wit: } SAVAGE, Plain-  
No. 155. } tiff; vs. ALDERIC  
TRUDEAU, Defendant; and Joseph Langlois,  
curator to the surrender, to wit:

A land known and described on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Columban, district of Terrebonne, as forming part of number sixteen (No. 16), containing one arpent and a half in width by about thirty arpents in length; bounded at one end by the King's road, at the other end by the division line of the lands of Côte Saint Paul, on the east side by Edward Hird on No. 15, and on the west side by Gilbert Lauzon, representing Mr. Grace, on No. 17—without any buildings.

To be sold at the catholic church door of the village of Saint-Columban, said district, on the SECOND day of JULY next (1907), at TEN of the clock in the forenoon.

LAPOINTE &amp; PREVOST,

Sheriff's Office,

Sainte-Scholastique, 27th May, 1907.

[First published, 1st June, 1907.]

Sheriff.

1766

## Appointment

No. 3705.06. Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of two school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 27th of June instant, to reappoint the abbé Beaudoin, a member of the catholic school commission for the city of Québec, his term of office having expired, and to appoint Dr Chs. Eugène Côté, member of the Legislative assembly, a member of the catholic school commission for the city of Québec, to replace Mr. J. A. Rochette. 2088

## Avis du Gouvernement

Avis est par le présent donné que, par arrêté en conseil, en date du 27 juin 1907, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur d'abolir la cour des commissaires des petites causes, pour le paroisse du Cap Santé, comté de Portneuf, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 2415 des S. R. P. Q.

2091

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

No 494.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 27 juin courant, 1907, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Basile, dans le comté de Portneuf, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Basile, les numéros 301, 302 et 303, et les annexer à la municipalité scolaire du village de Saint-Basile, dans le même comté.

No 1234.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 27 juin courant, 1907, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Jacques No 1, dans le comté de Montcalm, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan, les numéros 571, 572, 578 et 591, et les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Jacques No 2, dans le même comté.

No 786.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 27 juin courant, 1907, de détacher de la municipalité scolaire de Eastman, dans le comté de Brome, les biens-fonds connus au cadastre officiel du canton de Bolton, sous les numéros 932, 935 et 936, et les annexer à celle de Bolton Est, dans le même comté.

No 1184.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 27 juin courant, 1907, de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne, les biens-fonds connus au cadastre officiel de la paroisse de Terrebonne, sous les numéros 525, 531 et suivants jusqu'à 537 inclusivement, 539, 551, 562, 570, 574, 131, 141 et 185; de la municipalité scolaire de Mascouche, dans le comté de l'Assomption, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, les numéros 789 et suivants jusqu'à 813 inclusivement, les numéros 1030, 1031 et 1032; de la municipalité scolaire de Lachenaie, dans le comté de l'Assomption, les biens-fonds connus au cadastre officiel de la paroisse de Lachenaie, les numéros 280, 282, 283 et 284, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Pincourt."

## Government Notices

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council, dated the 27th of June, 1907, to abolish the court of commissioners for the summary trial of small causes, for the parish of Cap Santé, county of Portneuf, pursuant to the provisions of paragraph 2 of article 2415 of the R. S. P. Q.

2092

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

No. 4946.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Fixing boundaries of school municipalities.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 27th June instant, 1907, to detach from the school municipality of Saint-Basile, in the county of Portneuf, the lots having on the official cadastre of the parish of Saint-Basile, the numbers 301, 302 and 303 and to annex them to the school municipality of the village of Saint Basile, in the same county.

No 1234.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Fixing boundaries of a school municipalities.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 27th June instant, 1907, to detach from the school municipality of Saint Jacques No 1, in the county of Montcalm, the lots having on the official cadastre of the parish of Saint Jacques de l'Achigan, the numbers 571, 572 578 and 591, and to annex them to the school municipality of Saint Jacques No. 2, in the same county.

No. 786.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Fixing boundaries of a school municipalities*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 27th June instant, 1907, to detach from the school municipality of Eastman, in the county of Brome, the lots known on the official cadastre of the township of Bolton, as numbers 932, 935 and 936, and to annex them to that of Bolton East, in the same county.

No. 1184.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Erection of a new school municipality.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 27th June instant, 1907, to detach from the school municipality of the parish of Terrebonne, in the county of Terrebonne, the lots known on the official cadastre of the parish of Terrebonne, as numbers 525, 531 and following to 537 inclusively; 539, 551, 562, 570, 574, 131, 141 and 185; from the school municipality of Mascouche, in the county of l'Assomption, the lots having on the official cadastre of the parish of Saint Henri de Mascouche, the numbers 789 and following to 813 inclusively, the numbers 1030, 1031 and 1032; from the school municipality of Lachenaie, in the county of l'Assomption, the lots known on the official cadastre of the parish of Lachenaie, as numbers 280, 282, 283 and 284, and to erect this territory into a distinct school municipality by the name of "Pincourt".

No 1513.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 27 juin courant, 1907, d'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Léon de Westmount, dans le comté d'Hochelaga, érigée pour les catholiques seulement, cette partie de la ville de Westmount, située au sud de la voie ferrée du " Pacifique Canadien ", n'étant présentement dans aucune municipalité scolaire, ayant appartenu à celle de Notre-Dame-de-Grâce-Ouest, jusqu'au premier juillet 1906.

Cette annexion ne concernera que les catholiques compris dans la dite partie de la ville de Westmount.

2093

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la " loi corporative des compagnies à fonds social, " des lettres patentes supplémentaires ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, à "The John Fenderson & Company", en date du vingt-sixième jour de juin 1907, dans les buts suivants : acquérir, posséder, vendre, engager, hypothéquer le stock ou obligations émis par toute autre compagnie, ou en faire le commerce autrement et en disposer, ayant les mêmes fins que celles de la présente compagnie ou capables d'être mises en opération ou y ayant rapport, ou à l'avantage de la présente compagnie ; garantir le paiement en capital et intérêt des dites obligations ou stock ; vendre l'entreprise et les biens de la compagnie ou aucune partie d'iceux, ou en disposer, pour telle considération que la compagnie peut juger à propos et en particulier pour actions, débetures, obligations ou autres garanties de toute compagnie ayant les mêmes objets que ceux de la compagnie, et de faire toutes choses en rapport et avantageuses à la mise en opération des objets de la compagnie.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-septième jour de juin 1907.

JOS. BOIVIN,

2089 Sous-secrétaire de la province.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 28 juin, 1907.

Avis est par le présent donné que la compagnie " The Montmagny Light & Pulp Company ", corps politique et incorporé, a été dissoute conformément à une résolution des actionnaires, passée à une assemblée tenue le 29 novembre 1905.

L. RODOLPHE ROY,

2111 Secrétaire de la province.

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de J. J. Petitclair, de Montréal,  
Failli.

Avis est par le présent donné, que par jugement de la cour en date du douze juin courant, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire dûment assermentées à mon bureau dans un délai de trente jours du présent avis.

NAPOLEON ST AMOUR,

Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.  
Montréal, 25 juin 1907.

2083

No. 1513.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Fixing boundaries of a school municipalities.*

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 27th of June instant, 1907, to annex to the school municipality of Saint Léon of Westmount, in the county of Hochelaga, erected for catholics only, that part of the town of Westmount, situated south of the Canadian Pacific railway track, not being now in any school municipality, having belonged to the town of Notre Dame de Grâces West, up to the 1st of July, 1906.

This annexation will concern only the catholics comprised in the said part of the town of Westmount.

2094

Public notice is hereby given that, under the " Joint Stock Companies Incorporation Act ", supplementary letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, to the John Fenderson & Company, bearing date the twenty sixth day of June, 1907, for the following purposes : to acquire hold, sell, pledge, hypothecate or otherwise deal with, and dispose of stock of, or bonds issued by any other company, with purposes similar with those of the present company, or capable, of being carried or in conjunction with, or to the advantage of, the present company ; to guarantee the due payment in capital and interest of said bonds or stock ; to sell or dispose of the undertaking and assets of the company or any part thereof, for such consideration as the company may see fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any company having objects similar to those of the company, and to do all acts incidental and conducive to the attaining of the objects of the company.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty seventh day of June, 1907.

JOS. BOIVIN,

2090 Deputy Provincial Secretary.

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 28th June, 1907.

Notice is hereby given that " The Montmagny Light & Pulp Company ", a body politic and corporate, has been dissolved pursuant to a resolution of the shareholders, passed at a meeting held on the 29th of November, 1907.

L. RODOLPHE ROY,

2112 Provincial Secretary.

## Bankrupt Notices

Province of Québec, }  
District of Montréal. } *Superior Court.*  
In the matter of J. J. Petitclair, of Montréal,  
Insolvent.

Notice is hereby given that by judgment of the court dated the twelfth day of June instant, I have been appointed curator to the estate of the said insolvent.

All persons having claims against the said insolvent are require to file them, at my office, within a delay of thirty days from the present notice.

NAPOLEON ST AMOUR,

Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.  
Montréal, 25th June, 1907.

2084

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Alphonse Pilon, de Sainte-Genièvre de Pierrefond, Failli.  
 Avis est par le présent donné que, par jugement de la cour, en date du vingt-quatrième jour de juin courant, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire dûment assermentées, à mon bureau, dans un délai de trente jours du présent avis.

**NAPOLEON ST AMOUR,**  
 Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.  
 Montréal, 25 juin 1907. 2086

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re Z. Fontaine et al,* Demandeur ;

*vs*  
 Adolphe Mongeau, bijoutier, de la cité de Montréal, Défendeur.  
 Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, le 21e jour de juin 1907, j'ai été nommé curateur aux biens cédés par le dit défendeur pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon bureau sous 30 jours pour être colloquées.

**ALEXANDRE DESMARTEAU,**  
 Curateur.

60, rue Notre-Dame Est, Montréal.  
 Montréal, 26 juin 1907. 2107

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re C. A. Sharpe,* Demandeur ;

*vs*  
 Laurent Morin, entrepreneur-menuisier de la ville de Maisonneuve, Défendeur.  
 Avis est par le présent donné que, par ordre de cette cour, le 25ème jour de juin courant, j'ai été nommé curateur aux biens cédés par le dit défendeur, pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous 30 jours pour être colloquées sur le bordereau de dividende.

**ALEXANDRE DESMARTEAU,**  
 Curateur.

No. 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.  
 Montréal, 26 juin 1907. 2109

Avis est par le présent donné qu'un premier dividende a été déclaré dans l'affaire de Joseph Napoléon Fortin, de Saint-Ephrem de Tring, Beauce, payable le ou après le 17 juillet prochain.

**LEFAIVRE & TASCHEREAU,**  
 Curateurs conjoints.

Québec, 27 juin 1907. 2105

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 72.

Dans l'affaire de Antoine Normandin, boulanger, 52, rue Rivard, Montréal, Failli.  
 Avis est par le présent donné que le 25 du courant, le susdit failli a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire du district de Montréal.

**H. V. DUGGAN,**  
**JOSEPH DESAUTELS,**  
 Gardiens provisoires subrogés.

No 220, Board of Trade building,  
 Montréal.  
 Montréal, 25 juin 1907. 2103

*District de Chicoutimi.*

*Re J. A. Pelletier, marchand, Chicoutimi,*  
 Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 21 juin 1907, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Province of Quebec, }  
 District of Montreal, } *Superior Court.*  
 In the matter of Alphonse Pilon, of Sainte-Genièvre de Pierrefond, Insolvent.

Notice is hereby given that, by judgment of the court, dated the twenty fourth day of June instant, I have been appointed curator to the estate of the said insolvent.

All persons having claims against said insolvent are requested to file them duly sworn to, in my office, within thirty days from the date of the present notice.

**NAPOLEON ST. AMOUR,**  
 Curator.

11, Place d'Armes, Montréal.  
 Montreal, 25th June, 1907. 2086

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court*  
*In re Z. Fontaine et al,* Plaintiff ;

*vs*  
 Adolphe Mongeau, jeweller, of the city of Montréal, Défendeur.  
 Notice is hereby given that, by order of this court, I was, on the 21st day of June, 1907, appointed curator to the estate of the said defendant, assigned for the benefit of his creditors.

Claims should be filed at my office within 30 days to ensure their collocation for dividend.

**ALEXANDRE DESMARTEAU,**  
 Curator

60, Notre Dame street East, Montreal.  
 Montreal. 26th June, 1907. 2108

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re C. A. Sharpe,* Plaintiff ;

*vs*  
 Laurent Morin, joiner and contractor, of the town of Maisonneuve, Défendeur.  
 Notice is hereby given that, by order of this court, I was, on the 25th day of June instant, appointed curator to the property assigned by the said defendant, for the benefit of his creditors.

Claims should be filed at my office within 30 days to be collocated on dividend sheet.

**ALEX. DESMARTEAU,**  
 Curator.

No 60, Notre-Dame street East, Montreal.  
 Montreal, 26th June, 1907. 2110

Notice is hereby given that a first dividend sheet has been declared in the matter of Joseph Napoléon Fortin, of Saint Ephrem of Tring, Beauce, payable on or after the 17th July next.

**LEFAIVRE & TASCHEREAU,**  
 Joint curators.

Quebec, 27th June, 1907. 2106

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court*  
 No. 72.

In the matter of Antoine Normandin, baker, 52, Rivard street, Montreal, Insolvent.  
 Notice is hereby given that on the 25th instant, the above named has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary for the district of Montreal.

**H. V. DUGGAN,**  
**JOSEPH DESAUTELS,**  
 Subrogated provisional guardians.

No. 220, Board of Trade Building,  
 Montreal.  
 Montreal, 25th June, 1907. 2104

*District of Chicoutimi.*

*Re J. A. Pelletier, merchant, Chicoutimi,*  
 Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 21st June, 1907, I have been appointed curator to this estate.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Quebec, 27 juin 1907. 2095

Province de Québec, }  
District de Bedford. } Cour Supérieure.  
No 169

Dans l'affaire de Israël Rabinowitch (Rabinowitch & Son), Farnham, Qué., Failli.  
Avis est par le présent donné que, le 24e jour de juin 1907, par ordre de la cour, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints des biens du susdit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations dûment attestées sous serment doivent être déposées entre nos mains sous 30 jours de la date de cet avis.

H. V. DUGGAN,  
JOSEPH DESAUTELS,  
Curateurs conjoints.

Chambre 220, Board of Trade Building,  
Montréal.  
Montréal, 26 juin 1907. 2101

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 27th June, 1907. 2096

Province of Quebec, }  
District of Bedford. } Superior Court.  
No. 169.

In the matter of Israel Rabinowitch, (Rabinowitch & Son), Farnham, Que., Insolvent.  
Notice is hereby given that, on the 24th day of June, 1907, by an order of the court, the undersigned have been appointed joint curators to the estate of the above named insolvent, who has made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed into our hands within thirty days from this notice.

H. V. DUGGAN,  
JOSEPH DESAUTELS,  
Joint curators.

Room 220, Board of Trade Building,  
Montreal.  
Montreal, 26th June, 1907. 2102

## Index de la Gazette Officielle de Québec, No 26.

**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : —**Dmes Aubertin vs Lacroix, 994 ; Bercovitch vs Labis, 994 ; Dézielle dit Labrèche vs Reigner, 993 ; Larivé vs Lessard, 993 ; Lentz vs Alder, 993 ; Ouellet vs Roy, 993 ; Turgeon vs Clair, 993.

**ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : —**Dmes Delorme vs Lambert, 993 ; Rivard vs Guérin, 994.

**ANNONCEURS : — Avis aux : —**Concernant avis, etc., 981.

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE : —**Cie Electrique de Hull, 990.

**ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ : —**Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Nazaire d'Acton, 990 ; The Montmagny Light and Pulp Coy, 1003 ; Tow Ukrainciw, 985 ; Vitanto Sick Benefit Society, 985.

**AVIS : —**Cour d'Echiquier du Canada :—990.

**BELLS PRIVÉS, P. Q. : —**Avis au sujet des : —Assemblée législative, 987 ; Conseil législatif, 986.

**CERCLE AGRICOLE : —**Formation de : —Paroisse de Saint-Benjamin, 985.

**ERRATUM : —**Lire : La Compagnie d'Imprimerie de Sorel, au lieu de La Compagnie d'Imprimeur de Sorel, 989.

**EXAMENS : —**Barreau d'Arthabaska, 991 ; Barreau de Montréal, 992 ; Barreau d'Ottawa, 990 ; Barreau d'Ottawa, 992 ; Barreau de Québec, 991 ; Mesureurs de bois, 986.

**FAILLIS : —**Brown Co, 994 ; Dunn & Co, 994 ; Fortin, 1004 ; Mongeau, 1004 ; Morin, 1004 ;

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 26.

**ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY : —**Dmes Aubertin vs Lacroix, 994 ; Bercovitch vs Labis, 994 ; Dézielle dit Labrèche vs Reigner, 993 ; Larivé vs Lessard, 993 ; Lentz vs Alder, 993 ; Ouellet vs Roy, 993 ; Turgeon vs Clair, 993.

**ACTIONS IN SEPARATION AS TO BODY AND ESTATE : —**Dmes Delorme vs Lambert, 993 ; Rivard vs Guérin, 994.

**ADVERTISERS : —**Notice to : —Respecting notices, &c., 981.

**GENERAL MEETING : —**Hull Electric Coy, 990.

**ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY : —**Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint Nazaire d'Acton, 990 ; The Montmagny Light and Pulp Coy, 1003 ; Tow Ukrainciw, 985 ; Vitanto Sick Benefit Society, 985.

**NOTICE : —**Exchequer Court of Canada, 990.

**PRIVATE BELLS, P. Q. : —**Notices respecting the : —Legislative Assembly, 987 ; Legislative Council, 986.

**FARMERS' CLUB : —**Formation of : —Parish of Saint Benjamin, 985.

**ERRATUM : —**Read : La Compagnie d'Imprimerie de Sorel, instead of La Compagnie d'Imprimeur de Sorel, 989.

**EXAMINATIONS : —**Bar of Arthabaska, 991 ; Bar of Montreal, 992 ; Bar of Ottawa, 990 ; Bar of Ottawa, 992 ; Bar of Quebec, 991 ; Cullers, 986 ;

**INSOLVENTS : —**Brown Co, 994 ; Dunn & Co, 994 ; Fortin, 1004 ; Mongeau, 1004 ; Morin, 1004 ;

Normandin, 1004 ; Pelletier, 1004 ; Petitclair, 1003 ; Pilon, 1004 ; Rabinowitch, 1005.

LETTERS PATENTES : — La Cie Générale d'Amusements, 984 ; The Rimouski Land Coy, 983.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE : — Saint-Gérard Magella, comté d'Yamaska, 983.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES ANNEXÉES OU ÉRIGÉES : — No 12 de la paroisse de Saint-Basile au village de Saint-Basile, 984 ; Divers lots de la paroisse de Saint-Félix de Valois à Saint-Cléophas, 984 ; Divers lots de la paroisse de Saint-Joseph de Chambly à Chambly, 985 ; Divers lots de la municipalité de Saint-Basile, etc, etc, 1002.

NOMINATIONS : — Commissaires d'écoles : — Cité de Québec, 1001.

Cour des commissaires abolie : — Paroisse de Cap Santé, 1002.

NOTAIRES; MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT — En faveur de Laureat Pelletier, 986 ; F. Alb. Labelle, 985.

PÉTITIONS : — Calvary Congregational Church, 990.

PROCLAMATIONS : — Convocation des chambres, 982 ; Notre-Dame-de-la-Salette, 981.

VENTE PAR LICITATION : — Leduc vs Laporte et al, 995.

#### VENTES PAR LES SHÉRIFS .

CHICOUTIMI : — Laroche vs Tremblay, 995.

IBERVILLE : — Renadette (Dme) vs Leblanc, 997.

MONTREAL : — Vanier (Dme) vs Yon, 998.

OTTAWA : — Bell vs Anderson, 999 ; Laurin vs Carufel, 999 ; The Matthew Moody & Sons Co'y vs Laroque, 999.

RICHELIEU : — Allard, ès-qul vs Courchesne, ès-qul, 1000.

RIMOUSKI : — Belleau vs Riou & Frère, 1001 ; Théberge vs Godet, 1000.

TERREBONNE : — Savage vs Trudeau, 1001.

Normandin, 1004 ; Pelletier, 1004 ; Petitclair, 1003 ; Pilon, 1004 ; Robinowitch, 1005.

LETTERS PATENT : — La Cie Générale d'Amusements, 984 ; The Rimouski Land Coy, 983 ;

MUNICIPALITY AUTHORIZED TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY : — Saint Gérard Magella, county of Yamaska, 983.

SCHOOL MUNICIPALITIES ANNEXED OR ERECTED : — No. 12 of the parish of Saint Basile to the village of Saint Basile, 984 ; Several lots of the parish of Saint Félix de Valois to Saint Cléophas, 984 ; Several lots of the parish of Saint Joseph de Chambly to Chambly, 985 ; Several lots of the municipality of Saint Basile, &c., &c., 1002.

APPOINTMENTS : — School commissioners : — City of Québec, 1001.

Commissioners court abolished : — Parish of Cap Santé, 1002.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER : — In favor of Laureat Pelletier, 986 ; F. Alb. Labelle, 985.

PÉTITIONS : — Calvary Congregational Church, 990.

PROCLAMATIONS : — Parliament convoked, 982 ; Notre-Dame-de-la-Salette, 981.

SALE BY LICITATION : — Leduc vs Paporte et al, 995.

#### SHERIFFS' SALES :

CHICOUTIMI : — Laroche vs Tremblay, 995.

IBERVILLE : — Renadette (Dme) vs Leblanc, 997.

MONTREAL : — Vanier (Dme) vs Yon, 998.

OTTAWA : — Bell vs Anderson, 999 ; Laurin vs Carufel, 999 ; The Matthew Moody & Sons Co'y vs Laroque, 999.

RICHELIEU : — Allard, ès-qul vs Courchesne, ès-qul, 1000.

RIMOUSKI : — Belleau vs Riou & Frère, 1001 ; Théberge vs Godet, 1000.

TERREBONNE : — Savage vs Trudeau, 1001.